



Canada China Business Council
Conseil d'affaires Canada-Chine
加中贸易理事会

trivium

Confiance et complexité : ce que signifie le 14^e plan quinquennal pour les entreprises canadiennes en Chine

Rapport complet du CCBC sur le plan quinquennal – en partenariat avec Trivium China



TABLE DES MATIÈRES

▶ Résumé	1
▶ Une nouvelle trajectoire de croissance	4
▶ Incidences sur les compagnies canadiennes	7
▶ Caractéristiques sectorielles: Services financiers	9
▶ Caractéristiques sectorielles: Affaires agricoles	11
▶ Caractéristiques sectorielles: Ressources naturelles	13
▶ Caractéristiques sectorielles: Énergie	15
▶ Caractéristiques sectorielles: Technologies propres	17
▶ Le nouvel or noir: Politique chinoise sur les données	19
▶ Conclusion	21

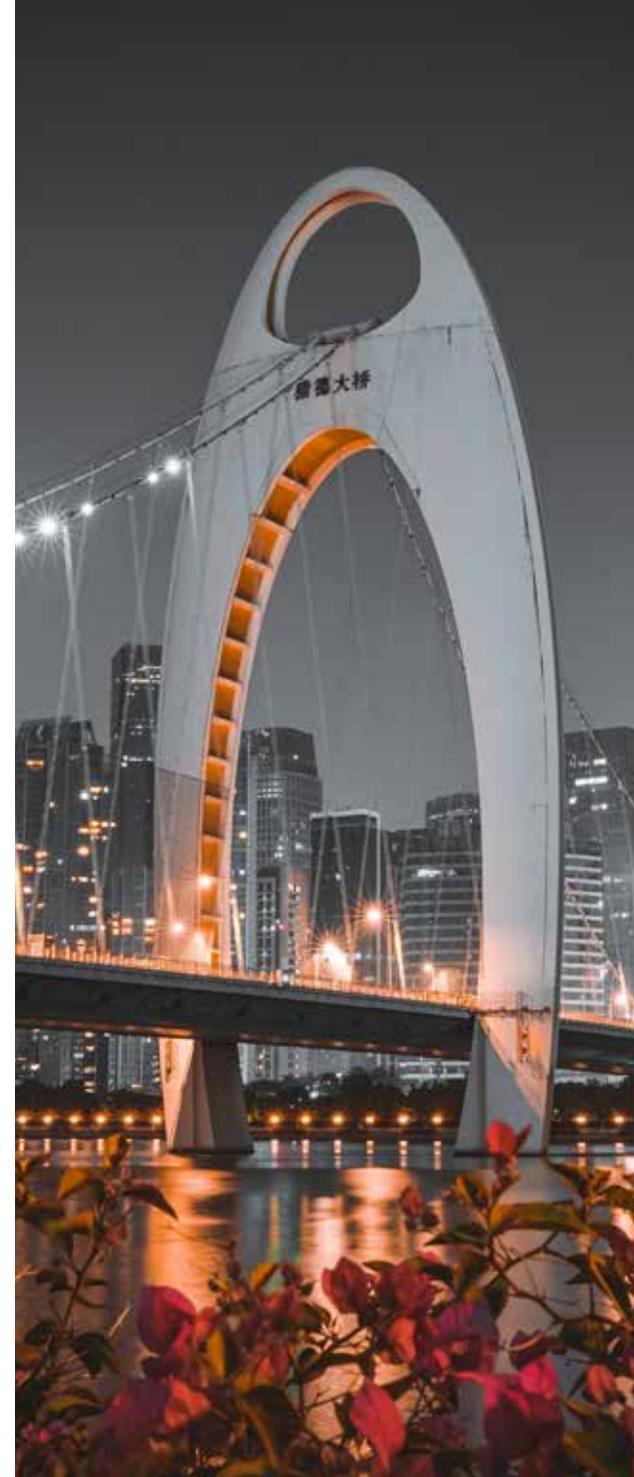
SOMMAIRE DE GESTION

Les décideurs considèrent les cinq prochaines années comme un tournant décisif pour la Chine qui visera à assurer une croissance plus durable à long terme pour son économie. De façon générale, il s'agit de délaissier un modèle de croissance axé sur la maximisation de la production économique pour un modèle qui s'assure que le développement économique améliore la qualité de vie pour le citoyen moyen. La nouvelle approche de la Chine à l'égard de la gestion économique servira à restructurer de vastes pans de l'économie, ce qui présentera à la fois des occasions et des risques pour les entreprises canadiennes qui exercent des activités en Chine ou avec l'économie chinoise.

La croissance du PIB ralentira alors que la trajectoire de croissance globale de la Chine se stabilisera autour de 3 à 3,5% en moyenne au cours de la prochaine décennie. Ce n'est pas obligatoirement une mauvaise nouvelle puisqu'un ralentissement de la croissance positionnera l'économie sur une trajectoire de croissance plus durable. Une croissance plus lente, mais plus durable rapprochera les extrêmes des cycles de croissance économique et rendra la planification des affaires plus prévisible.

Assurer la « sécurité économique » est un thème clé du 14^e plan quinquennal 2021-2025 Pour y arriver, les décideurs ont pour objectif de rendre l'économie plus résiliente, ce qui devrait mener à plus de réformes axées sur la marchandisation et à un meilleur environnement d'affaires. Beijing souhaitera également améliorer la sécurité des technologies, de l'énergie et des aliments en renforçant les capacités nationales correspondantes, tout en assurant des sources fiables d'intrants économiques clés provenant de l'étranger.

Le consommateur chinois deviendra une force économique de plus en plus puissante. La stimulation de la demande intérieure fait partie des principaux objectifs du 14^e plan quinquennal. Le plan vise à dynamiser la consommation des ménages en augmentant leurs revenus, en accroissant l'urbanisation et en renforçant le filet de sécurité sociale. Ces mesures libéreront plus de revenus discrétionnaires et inciteront les consommateurs à dépenser davantage au cours des cinq prochaines années.





Il y aura une réduction supplémentaire des obstacles au commerce et aux investissements, ce qui profitera aux entreprises étrangères. Cela sera toutefois jumelé à une surveillance plus étroite du commerce et des investissements étrangers, les décideurs souhaitant s'assurer que l'économie ne soit pas vulnérabilisée par de potentielles perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Les entreprises canadiennes en Chine font face à la fois à de nouvelles possibilités et à de nouveaux défis.

Des engagements fermes de la Chine envers une ouverture des secteurs d'affaires, y compris les services financiers, l'énergie, la fabrication de produits haut de gamme et la protection de l'environnement, signifient qu'il n'y a jamais eu autant d'occasions de nouer des liens avec le marché chinois. De la même manière, les améliorations apportées à l'environnement d'affaires permettront aux organisations canadiennes d'exercer leurs activités plus facilement et de profiter de meilleures protections juridiques. Parallèlement, étant donné l'accent accru mis sur la sécurité économique et les relations fragiles de la Chine avec les pays occidentaux, les entreprises étrangères doivent faire preuve de prudence. Tandis que les tensions géopolitiques continuent de s'estomper, le risque d'atteinte à la réputation augmente. Les entreprises canadiennes doivent tenir compte des priorités de la Chine en matière de développement et de politique afin de tirer parti de nouvelles ouvertures et de réduire les risques.

Le secteur chinois des services financiers fournira une myriade d'occasions aux institutions financières canadiennes au cours des cinq prochaines années.

L'ensemble du secteur continuera de s'ouvrir davantage aux entreprises étrangères, tandis que les marchés des capitaux chinois s'apprentent à afficher une forte croissance et à accueillir une plus grande participation internationale. Les institutions financières canadiennes peuvent bénéficier en particulier d'efforts visant à accroître le financement pour les petites et moyennes entreprises (PME), à développer la finance durable, à mieux intégrer les marchés financiers de Hong Kong à ceux de la Chine continentale par l'entremise de l'initiative de la région de la Grande Baie, et à élargir le secteur de l'assurance commerciale. Les organismes de réglementation demeurent cependant engagés à réduire les risques du système financier, ce qui mènera à une réglementation plus rigoureuse. Bien que celle-ci fasse grimper les coûts liés à la conformité, elle pourrait avantager les institutions financières étrangères par rapport à leurs concurrentes nationales puisqu'elles devraient s'adapter plus facilement à un environnement réglementaire plus strict.

La Chine restera un marché de croissance pour les produits agricoles, mais les entreprises agroalimentaires canadiennes ne sont pas assurées d'obtenir « une part du gâteau ».

L'importance accrue de la sécurité alimentaire et les préoccupations liées à la dépendance excessive à l'égard d'un pays, quel qu'il soit pour ce qui est des marchandises de première nécessité peuvent entraîner des perturbations commerciales dans certaines catégories. Toutefois, les marchés des produits spécialisés et haut de gamme poursuivront leur croissance, sous l'impulsion de la classe moyenne croissante et le vieillissement de la population. Il est possible que les fournisseurs canadiens de technologies et d'intrants agricoles bénéficient des efforts de revitalisation des régions rurales et d'expansion du secteur agricole intérieur.

L'importance accrue qu'accorde la Chine à une croissance de qualité, y compris à la durabilité

environnementale, modifie la nature de sa demande en ressources naturelles. La demande de ressources qui constituent le fondement de l'industrie lourde se stabilisera ou commencera à chuter au cours des cinq prochaines années. Cette tendance sera contrebalancée par une réglementation nationale plus stricte au chapitre de l'environnement, qui fera grimper les prix des ressources provenant de Chine. À l'inverse, la demande en ressources soutenant l'économie durable affichera une forte croissance dans les prochaines années, ce qui devrait profiter aux producteurs canadiens. Toutefois, si les tensions bilatérales continuent d'augmenter, la volonté de la Chine d'atteindre la sécurité des ressources pourrait désavantager les producteurs dans les catégories de produits de base pour lesquelles la Chine estime être trop dépendante du Canada.

Au cours des cinq prochaines années, la politique de la Chine en matière d'énergie visera à décarboniser

l'économie tout en stimulant la sécurité énergétique. Cela mènera à une forte croissance de l'énergie renouvelable, offrant ainsi des occasions d'expansion aux investisseurs et aux entreprises du secteur de l'énergie renouvelable du Canada. La consommation de pétrole et de gaz continuera de croître, de même que leur importation. En effet, comme la Chine souhaite diversifier ses sources d'importation de pétrole et de gaz, les organisations canadiennes pourraient en tirer parti. Une volonté d'augmenter la production intérieure de pétrole et de gaz crée actuellement un environnement plus accueillant pour les entreprises étrangères de pétrole et de gaz en amont.

Le secteur chinois des technologies propres affichera une forte croissance maintenant que la protection de l'environnement est considérée comme faisant partie intégrante de l'établissement de politiques.

Les efforts de la Chine pour devenir un marché propre et vert ainsi que son ambition d'être un chef de file mondiale en matière de durabilité entraînera la naissance de nouveaux marchés pour des produits et des services qui contribuent à contrôler la pollution et à réduire l'intensité des ressources. Décontaminer les terres et l'eau et améliorer la qualité du sol sont des priorités nationales de premier ordre. Les entreprises privées sont activement encouragées à prendre part à ces efforts. Une multitude d'avantages fiscaux, un financement préférentiel et d'autres mesures incitatives visant la modernisation et la réparation des dommages causés à l'environnement seront déployés dans les années à venir. Les entreprises canadiennes devraient surveiller attentivement cet aspect pour repérer les occasions du marché.

Le 14^e plan quinquennal entérine le point de vue de Beijing selon lequel les données sont des ressources économiques clés, et que la circulation harmonieuse et sécurisée de données entre des particuliers, des entreprises, des organismes gouvernementaux et des nations est essentielle à la croissance de l'économie numérique de la Chine. Cette nouvelle façon de penser éclairera l'approche chinoise envers sa politique en matière de données au cours de la prochaine décennie et au-delà. Ce développement devrait avoir une incidence non seulement sur les entreprises du secteur technologique, mais sur toutes les organisations qui recueillent, stockent et transfèrent des données en Chine.





La trajectoire économique de la Chine: plus lente et plus durable

Les décideurs considèrent les cinq prochaines années comme un tournant décisif pour la Chine qui visera à assurer une croissance plus durable à long terme pour son économie. De façon générale, il s'agit de délaisser un modèle de croissance axé sur la maximisation de la production économique pour un modèle qui s'assure que le développement économique améliore la qualité de vie pour le citoyen moyen.

La nouvelle approche de la Chine à l'égard de la gestion économique servira à restructurer de vastes pans de l'économie, ce qui présentera à la fois des occasions et des risques pour les entreprises canadiennes qui exercent des activités en Chine ou avec l'économie chinoise. Abordons maintenant les principaux thèmes macroéconomiques qui façonneront les perspectives d'affaires des entreprises canadiennes au cours des cinq prochaines années.

Ralentissement de la croissance

En ce qui concerne les perspectives de croissance à moyen terme de la Chine des cinq aux quinze prochaines années, les notions fondamentales de la croissance économique sont très simples. Les taux des placements de capitaux connaissent un déclin après plusieurs années d'investissements excessivement élevés par les gouvernements locaux. Le paysage démographique a déjà changé et la population en âge de travailler diminue, freinant ainsi la croissance sur cette période de cinq à quinze ans. La croissance de la productivité est de plus en plus ralentie par les défis institutionnels et les réalités d'un marché national chinois fragmenté. Cette dynamique fait en sorte que la trajectoire de croissance globale de la Chine se stabilisera autour de 3% à 3,5% au cours de la prochaine décennie.

L'époque de la croissance fulgurante en Chine est révolue et les entreprises canadiennes doivent tenir compte de cette nouvelle réalité dans leur planification commerciale. La bonne nouvelle, c'est que cela se produit couramment lorsqu'une économie atteint le stade de développement où en est actuellement la Chine. Sur une note encore plus positive, la Chine nécessite une croissance plus lente pour pouvoir atteindre une croissance plus durable.

Le modèle de développement de la Chine évolue pour mettre l'accent sur la qualité

Ce qui était particulièrement frappant dans la réunion des deux sessions de cette année est que les principaux décideurs chinois ont totalement accepté la nécessité de passer à un nouveau modèle de développement économique. Le 14^e plan quinquennal insiste sur le fait que la qualité de la croissance économique aura de plus en plus priorité sur la quantité de la croissance. Ainsi, l'augmentation de la productivité et la progression dans la chaîne de valeur mondiale sont des préoccupations majeures.

Bien que les décideurs chinois aient depuis longtemps parlé de ce virage, c'est un nouveau sentiment d'urgence qui les pousse actuellement à l'entreprendre. Cette urgence est mise en évidence par le fait que le 14^e plan quinquennal ne comporte pas d'objectif quantitatif de croissance économique, et qu'il met plutôt l'accent sur des cibles liées à la croissance des revenus, à la protection de l'environnement et à la qualité des enjeux personnels.

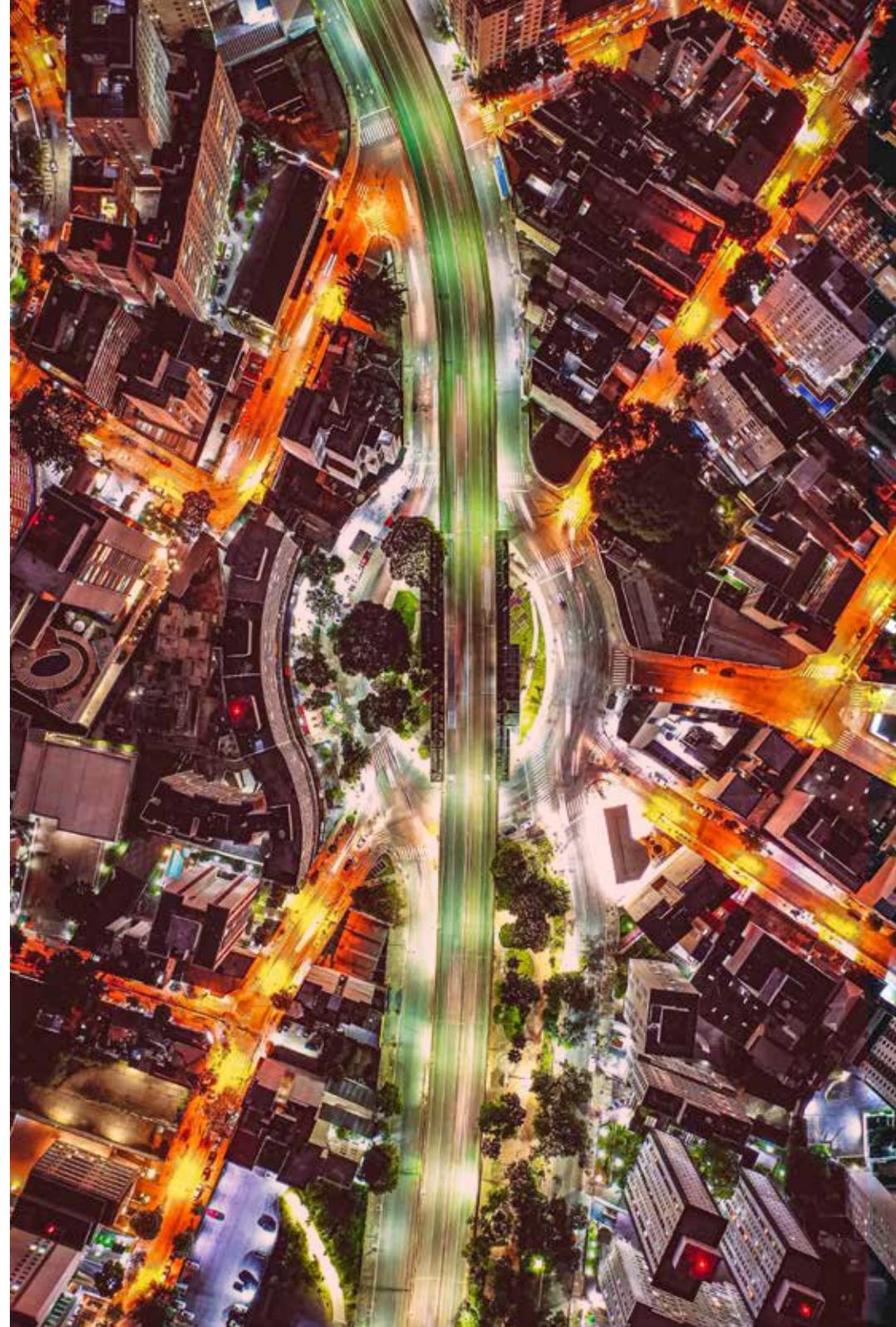
La sécurité économique est une préoccupation majeure

Le 14^e plan quinquennal comprend pour la première fois une section consacrée à la « sécurité économique », ce qui indique clairement que ce concept revêt désormais une grande importance pour les décideurs. Les décideurs souhaitent rendre l'économie plus résiliente et créer une croissance durable, ce qui renforcera le virage vers un modèle de croissance axé sur la qualité plutôt que sur la quantité. Cette transition devrait mener à plus de réformes axées sur la marchandisation et à un environnement d'affaires plus réglementé.

La volonté de traiter les vulnérabilités relatives aux interactions chinoises avec l'économie mondiale est un autre aspect vital des efforts en matière de sécurité économique. Dans les dernières années, l'aggravation des tensions avec les États-Unis de même que la pandémie mondiale de COVID-19 ont provoqué des perturbations de l'offre pour de nombreuses entreprises chinoises. Étant donné que les décideurs veulent dorénavant réduire au maximum le risque de telles perturbations, de plus en plus d'efforts portent sur l'approvisionnement d'intrants économiques clés, en particulier les technologies, l'énergie et les aliments. Afin d'améliorer sa sécurité technologique, énergétique et alimentaire, Beijing cherche à accroître les capacités intérieures dans ces secteurs. Au cas où ces capacités seraient insuffisantes, les décideurs souhaitent s'assurer qu'ils disposent de sources d'approvisionnement variées et fiables à l'étranger.

Place aux consommateurs chinois

Stimuler la demande intérieure est un autre objectif clé du 14^e plan quinquennal, lui aussi considéré comme un élément essentiel de la création d'une économie axée sur une meilleure qualité et d'une plus grande résilience. La volonté de la Chine de dynamiser la demande nationale est incarnée dans la stratégie de « double circulation », un cadre de gestion des politiques économiques qui occupe une place importante dans le 14^e plan quinquennal. La stratégie de double circulation a pour but de faire de la « circulation interne » (c.-à-d. l'économie intérieure) le moteur principal de l'économie, en partie en faisant croître la





consommation des ménages. Pour y arriver, le 14^e plan quinquennal s'engage à augmenter les revenus des ménages, à accroître l'urbanisation et à renforcer le filet de sécurité sociale. Ces mesures libéreront plus de revenus discrétionnaires et inciteront les consommateurs à dépenser davantage au cours des cinq prochaines années.

La Chine approfondira ses liens avec l'économie mondiale, mais à sa manière

En plus de promouvoir la « circulation interne », la stratégie de double circulation vise également à optimiser la « circulation externe » (c.-à-d. les interactions de la Chine avec l'économie mondiale). Au cours des cinq prochaines années, la Chine continuera d'approfondir ses liens avec le reste du monde au chapitre du commerce et des investissements, mais elle le fera d'une manière qui contribue aux objectifs généraux consistant à promouvoir une croissance axée sur la qualité et à assurer la sécurité économique. Dans l'ensemble, cela accroîtra l'ouverture du marché et réduira les obstacles au commerce, tout en menant simultanément à une plus grande surveillance des investissements et des échanges commerciaux étrangers. Les décideurs souhaitent en effet s'assurer que ces transactions commerciales et ces investissements ne rendent pas l'économie vulnérable à de potentielles perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Les occasions se multiplieront pour les entreprises canadiennes

La trajectoire économique chinoise constitue une très bonne nouvelle pour les entreprises étrangères qui exercent des activités en Chine. Une croissance plus lente, mais plus durable rapprochera les extrêmes des cycles de croissance économique et rendra la planification des affaires plus prévisible. En outre, dans un horizon de cinq ans, les efforts du gouvernement pour progresser dans la chaîne de valeur et stimuler la productivité en vue d'obtenir une croissance de meilleure qualité exigeront nécessairement la participation d'organisations étrangères. Même si les pressions géopolitiques continueront de créer des incertitudes pour le marché chinois et que l'environnement réglementaire national est encore loin d'être uniforme ou fiable, nous sommes d'avis que les bases de la transition économique en cours de la Chine généreront encore des occasions pour les entreprises canadiennes qui souhaitent étendre leurs activités dans ce pays.



Les répercussions du 14^e plan quinquennal sur les entreprises canadiennes

Le 14^e plan quinquennal représente pour les entreprises canadiennes en Chine de nouvelles possibilités et de nouveaux défis. Dans l'ensemble, l'environnement d'affaires s'améliore pour les organisations étrangères. Parallèlement, étant donné l'accent accru mis sur la sécurité économique et les relations fragiles de la Chine avec les pays occidentaux, les entreprises étrangères doivent faire preuve de prudence.

Les entreprises étrangères pourront plus facilement investir en Chine

Dans les dernières années, les dirigeants chinois ont réitéré leur engagement envers une plus grande ouverture économique aux entreprises et aux investisseurs étrangers. Une suite lente, mais constante de réformes axées sur la libéralisation et d'améliorations de l'environnement d'affaires ont progressivement laissé plus de place aux entreprises étrangères souhaitant exercer leurs activités en Chine. Le 14^e plan quinquennal a permis à la Chine de renouveler son engagement à cet égard en promettant de réduire la liste d'oppositions pour le commerce transfrontalier des services, d'améliorer les lois protégeant les entreprises et les investissements étrangers, de déployer des efforts pour améliorer l'environnement d'affaires, de poursuivre le développement des zones de libre-échange et d'une plus grande ouverture financière (voir la section 3).

Certains secteurs connaîtront un accueil particulièrement chaleureux

Le 14^e plan quinquennal considère les capitaux étrangers comme un outil essentiel à l'atteinte des objectifs de développement à long terme visant à accroître la productivité et à faire progresser l'économie dans la chaîne de valeur mondiale. Le plan exige spécifiquement des investissements étrangers accrus dans les domaines suivants :

- Fabrication de produits des marchés moyen et haut de gamme
- Mise à niveau technologique et industrielle
- Secteurs de services modernes
- Régions centrales et occidentales de la Chine
- Centres de recherche et de développement
- Programmes nationaux de science et de technologie
- Secteurs de l'économie d'énergie et de la protection de l'environnement

La combinaison d'une plus grande ouverture générale et des appels spécifiques à l'investissement étranger dans des domaines clés formulés par le 14^e plan quinquennal **représente une occasion en or pour les entreprises canadiennes**. Les entreprises qui peuvent contribuer directement à ces objectifs nationaux bénéficieront sans aucun doute d'un traitement généreux et d'une panoplie de mesures incitatives. Ainsi, les organisations canadiennes devraient-elles cerner les domaines où leurs objectifs d'affaires correspondent aux priorités de développement de la Chine et s'efforcer de démontrer ce que leur présence apporterait à ces objectifs afin d'en tirer profit.



La priorité accordée par Beijing à la sécurité économique accroît la surveillance des entreprises étrangères...

Dans le contexte où l'on promet une plus grande ouverture, **les entreprises étrangères risquent d'être scrutées plus minutieusement par le gouvernement au cours de la période visée par le 14^e plan quinquennal.** Beijing a mis la sécurité économique au centre de la prochaine phase de son développement économique et, pour la première fois, le plan quinquennal comporte une section consacrée à la coordination du développement économique et de la sécurité nationale. Étant donné que les dirigeants souhaitent s'assurer que les fonds étrangers contribuent à la sécurité économique, cela se traduit par une surveillance accrue des investissements étrangers. Dans son rapport annuel, la Commission nationale du développement et de la réforme, l'organisme de réglementation macroéconomique du pays, déclare qu'elle commencera à examiner les investissements étrangers sous l'angle de la sécurité nationale en 2021. De la même manière, l'Assemblée législative chinoise s'est engagée à « se doter de plus de moyens » afin de protéger les intérêts de développement du pays, signalant ainsi que les multinationales risquaient d'être assujetties à une surveillance gouvernementale plus étroite dans les prochaines années.

... mais ouvre également des possibilités

Les efforts de Beijing en matière de sécurité économique visent principalement à obtenir des chaînes d'approvisionnement dans des domaines stratégiques clés, dans l'objectif d'améliorer l'autosuffisance. Les entreprises canadiennes qui peuvent combler les lacunes présentes dans les chaînes d'approvisionnement ou contribuer aux capacités intérieures seront accueillies à bras ouverts. Elles doivent évaluer les répercussions que les efforts de sécurité économique pourraient avoir sur leur secteur et élaborer des stratégies pour atténuer les risques en découlant, saisir les occasions potentielles et veiller à ce que leurs activités soient entièrement conformes aux lois chinoises.

Les tensions géopolitiques créent des risques pour les entreprises canadiennes

Le 14^e plan quinquennal indique que de nombreuses politiques ayant contribué à accroître les tensions avec l'Occident dans les dernières années seront maintenues, y compris une politique étrangère plus musclée, des contrôles stricts de l'expression politique et des politiques dures envers les minorités religieuses et ethniques. Celles-ci exacerberont sans aucun doute les tensions croissantes entre la Chine et l'Ouest, ce qui augmentera les risques politiques pour les entreprises canadiennes. Par exemple, au cours des deux dernières années, les tensions entre Ottawa et Beijing ont amené le camp chinois à nuire aux expéditions de biens canadiens, comme le canola.

Tandis que les tensions géopolitiques s'intensifient, les entreprises étrangères sont confrontées à des risques accrus d'atteinte à la réputation, en Chine comme dans leur pays. De récents boycottages nationaux en Chine de fabricants étrangers de vêtements s'étant prononcés sur Xinjiang servent de mise en garde et illustrent le danger d'une prise de position politique sur le marché chinois. À l'inverse, comme l'image de la Chine se dégrade dans l'opinion publique au Canada, les entreprises canadiennes qui exercent des activités en Chine ou vendent des produits ou des services à la Chine risquent également de subir l'opprobre chez elles.

Pour compliquer davantage les choses, les sanctions occidentales (particulièrement celles imposées par les États-Unis) envers un nombre croissant d'entreprises chinoises peuvent créer des difficultés pour les organisations canadiennes ayant de vastes chaînes d'approvisionnement en Chine. En raison de cet environnement géopolitique complexe, les entreprises canadiennes doivent soigneusement cerner les risques et préparer des plans d'urgence, s'assurer que les messages concernant les questions brûlantes sont clairs et cohérents, et évaluer les chaînes d'approvisionnement afin d'identifier les fournisseurs et les partenaires locaux à risque.





L'ouverture financière se poursuivra, conjointement à une surveillance plus étroite

Le 14^e plan quinquennal consolide en grande partie l'approche actuelle des décideurs quant à la réforme du secteur des services financiers en Chine, s'engageant à poursuivre la libéralisation financière tout en renforçant la surveillance du système financier. Au cours des cinq prochaines années, plusieurs tendances découlant de cette approche seront importantes pour les institutions financières canadiennes. Nous les examinerons ci-dessous.

Le secteur financier s'ouvrira davantage aux investissements étrangers. Le langage et le ton utilisés dans le plan de cette année étaient relativement prudents comparativement au 13^e plan quinquennal. Tandis que le 13^e plan quinquennal appelait à « élargir la portée » de l'ouverture financière, le 14^e plan quinquennal parle d'une « promotion régulière et prudente de l'ouverture du secteur bancaire, de celui des valeurs mobilières, de l'assurance, des fonds, des contrats à terme boursiers et d'autres secteurs financiers ». Cela reflète le fait que la plupart des domaines liés aux services financiers ayant déjà été entièrement libéralisés dans les dernières années, la possibilité « d'élargir » davantage les ouvertures est limitée. Au lieu de cela, au cours des cinq prochaines années, les organismes de réglementation axeront leurs efforts sur la mise en œuvre des ouvertures déjà annoncées.

Les marchés financiers chinois seront de plus en plus ouverts aux investisseurs étrangers. En particulier, le plan vise à :

- Approfondir les liens entre les marchés des capitaux intérieurs et étrangers
- Améliorer le système d'investisseurs étrangers admissibles
- Promouvoir l'internationalisation du yuan renminbi (RMB)
- Améliorer les services administratifs liés aux entrées et aux sorties, aux douanes, aux opérations de change et à la fiscalité
- Aller de l'avant avec des projets pilotes transfrontaliers de placements en titres dans certaines régions assujetties au libre-échange

De façon plus générale, la Chine continuera d'élargir et d'améliorer ses marchés de capitaux. À cette fin, le plan appelle à :

- Améliorer et élargir la portée des marchés de capitaux chinois
- Accroître la proportion de financement direct dans le financement global, en particulier le financement de capital-investissement
- Améliorer les marchés boursiers par la mise en œuvre complète d'un système de premier appel public à l'épargne (PAPE) avec enregistrement, l'établissement d'un mécanisme de radiation et l'amélioration de la qualité des entreprises inscrites
- Approfondir la réforme du principal marché boursier hors

cote de la Chine, le New Third Board (également connu sous le nom de National Equities Exchange and Quotations ou NEEQ)

- Rendre l'émission des obligations plus axée sur le marché
- Améliorer et élargir la portée du marché obligataire et émettre des obligations du Trésor et d'infrastructures à long terme

Un autre thème clé des services financiers au cours des cinq prochaines années consistera à améliorer le financement des PME. Voici quelques mesures s'y rapportant :

- Créer de nouveaux outils politiques novateurs pour accroître le soutien financier des entreprises privées
- Améliorer le système de soutien à l'amélioration du crédit
- Assurer un traitement égal des entreprises publiques et privées dans les demandes de crédit
- Réduire les coûts généraux de financement pour les entreprises privées

La libéralisation continue sera jumelée à des efforts de réduction des risques financiers et de renforcement de la surveillance réglementaire. À cette fin, le plan appelle à :

- Améliorer la gouvernance des institutions financières et renforcer la supervision des capitaux propres des actionnaires et des transactions entre parties apparentées
- Élaborer des systèmes d'avertissement précoce pour les risques financiers
- Améliorer la surveillance du système bancaire parallèle

Les décideurs voient à la fois les défis et les occasions liés au développement des technologies financières. Les décideurs sont prêts à développer le secteur des technologies financières. Toutefois, l'émergence des géants de l'Internet, comme Alibaba Group Holding Ltd et Tencent Holdings Ltd, a soulevé des préoccupations quant à leur capacité à perturber les marchés, remettre en question le pouvoir de l'État et favoriser les risques du système financier. Au cours des cinq prochaines années, les décideurs tenteront de parvenir à un équilibre entre le développement du secteur et la mise en place d'une surveillance suffisante. À cette fin, le plan appelle à :

- Renforcer la supervision des technologies financières en général et améliorer les évaluations du risque pour les nouveaux produits de technologie financière novateurs
- Accélérer la numérisation des institutions financières
- Promouvoir le développement d'une devise numérique

En plus des thèmes énoncés ci-dessus, les éléments suivants issus du 14^e plan quinquennal intéresseront également les institutions financières canadiennes :

- **Le gouvernement cherche à faire progresser l'initiative de la région de la Grande Baie**, qui vise à créer des liens entre les marchés financiers de la Chine continentale et ceux de Hong Kong et de Macau.
- **Le plan promet de « développer vigoureusement » la finance durable.** Cela devrait entraîner une forte augmentation de prêts et d'émission d'obligations à visée environnementale, ainsi que le développement d'actifs financiers « verts » comme les contrats à terme boursiers liés au carbone.
- **Le plan promet d'approfondir les réformes du secteur de l'assurance**, et vise spécifiquement à améliorer l'assurance commerciale.

Les répercussions sur les institutions financières canadiennes

Au cours des cinq prochaines années, le secteur des services financiers de la Chine continuera à croître rapidement, présentant ainsi de nombreuses occasions aux institutions financières canadiennes. Le secteur chinois des services financiers poursuivra sa progression vers une approche axée sur le marché, qui profitera aux institutions financières canadiennes qui sont susceptibles de prospérer par rapport à leurs concurrentes chinoises sur un marché de services financiers de plus en plus compétitif.

Dans les dernières années, les institutions financières étrangères ont été fortement encouragées à investir en Chine, puisque leur expertise internationale et leurs meilleures pratiques étaient considérées comme essentielles au développement du secteur chinois des services financiers. Cette tendance ne risque pas de disparaître dans les prochaines années étant donné sa pertinence pour les institutions financières étrangères dans l'ensemble du spectre financier, y compris les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de valeurs mobilières et les sociétés de gestion de fonds. Par exemple, les relâchements réglementaires récents pour les secteurs de l'assurance commerciale et de la gestion de patrimoine, qui évoluent rapidement, devraient offrir des occasions particulièrement intéressantes pour les institutions financières canadiennes ayant de l'expertise dans ces domaines. Pour réussir face aux joueurs chinois actuels, les institutions financières canadiennes qui souhaitent entrer ou étendre leurs activités sur le marché chinois doivent se démarquer en se concentrant sur leurs forces, à savoir une expertise avancée et des services spécialisés de haut niveau, ou en développant un créneau pour elles-mêmes au sein du marché en dirigeant leur attention vers une région ou un groupe de clients en particulier.

Parallèlement, l'accent accru mis sur la réduction des risques financiers augmentera probablement les coûts de conformité pour toutes les institutions financières. Un secteur assujéti à une meilleure réglementation plus stricte risque d'être relativement avantageux pour les institutions financières canadiennes, qui devraient s'adapter plus facilement au régime réglementaire plus rigide que les institutions locales.

Pour les gestionnaires de fonds canadiens, il sera de plus en plus facile d'investir dans les marchés des capitaux chinois et de rapatrier les bénéfices. Un meilleur accès aux marchés boursier et obligataire de la Chine permettra aux investisseurs canadiens de bénéficier plus directement de la croissance économique chinoise et d'investir dans des entreprises chinoises dynamiques. Cela représente également une occasion importante de rehausser la diversification du portefeuille, étant donné les corrélations relativement faibles entre les marchés des capitaux chinois et les autres marchés mondiaux.





Le marché agroalimentaire chinois continuera de croître

Les décideurs ont établi la sécurité alimentaire comme une grande priorité du 14^e plan quinquennal, dans le cadre d'un objectif plus général visant à assurer la sécurité économique (voir la section 1). À cette fin, le 14^e plan quinquennal présente un objectif de production annuelle de céréales de 650 millions de tonnes. Cette cible se situe sous les niveaux de production de 2020 et ne risque pas d'avoir une incidence importante sur la demande chinoise de céréales importées.

L'interprétation de cet objectif par les décideurs les a menés à accepter le fait que l'importation des produits agricoles (qu'il s'agisse de céréales fourragères, de graines oléagineuses, de produits laitiers, de préparations commerciales pour nourrissons ou de viande rouge) continuera à croître dans un avenir prévisible. Le plan indique que la Chine tentera d'atteindre la sécurité alimentaire en diversifiant les sources d'importations agricoles et en améliorant l'efficacité de la production agricole.

Diversification des sources d'importations agricoles

Des efforts pour réduire la dépendance à d'importants exportateurs traditionnels comme le Canada, de même que les États-Unis et l'Australie, sont déployés depuis peu après le lancement de l'Initiative Ceinture et Route (ICR) en 2013. La diversification des sources d'importation de produits agricoles figure (encore une fois) parmi les priorités clés du 14^e plan quinquennal.

- Le plan quinquennal comprend une vaste section portant sur l'ICR afin d'appeler à plus d'importants projets d'investissement et de liens d'infrastructure, ce qui réduira les coûts et les délais d'expédition nécessaires pour que les produits agricoles venant d'autres fournisseurs de marchandises agricoles atteignent le marché chinois.
- La liste de priorités comporte également une société de commerce agricole de classe mondiale capable de faire concurrence aux chefs de file mondiaux de ce domaine, à savoir les ABCD : Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. Bien qu'il ne soit pas expressément nommé, il est probable que ce commerçant soit une filiale de COFCO, la société alimentaire d'État.

Bâtir des exploitations agricoles plus vastes, plus efficaces et plus productives

En Chine, le 14^e plan quinquennal appelle à accélérer un programme de réforme visant à bâtir des exploitations agricoles plus vastes, plus efficaces et plus axées sur la rentabilité. Pour y arriver, il est nécessaire de moderniser et de rendre plus professionnel plusieurs aspects du secteur agricole, et de redoubler d'efforts au chapitre du développement rural.

- La recherche sur les graines fait partie des principales priorités

en matière d'innovation. Les approbations commerciales pour la production intérieure de cultures génétiquement modifiées, qui sont bloquées depuis près de 20 ans, semblent enfin prêtes à aller de l'avant. De ce fait, il se peut que les partenaires commerciaux soient assujettis à une moins grande surveillance des variétés génétiquement modifiées.

- Des objectifs habituels comme la protection des terres agricoles, l'amélioration de la mécanisation et le développement d'une agriculture verte demeurent en place.
- La mise en place d'un secteur agricole et de transformation alimentaire rentable au pays est liée au fait d'accorder une plus grande priorité au développement rural, par exemple en mettant l'accent sur la croissance des revenus et l'augmentation des emplois non agricoles dans les régions rurales.

Le développement rural est devenu l'une des plus importantes priorités politiques nationales. Les régions rurales sont le point de mire de la stratégie porte-drapeau de « revitalisation rurale », qui vise à reprendre là où la campagne de réduction de la pauvreté s'était récemment arrêtée. L'objectif de la stratégie est d'élargir les industries rurales et de stimuler l'emploi, les revenus et la consommation dans les villages et les cantons.

- Les efforts déployés pour réaliser ce programme pourraient avoir des répercussions sur les relations commerciales s'il est constaté que les importations dans certaines catégories de produits constituent des échanges avec des industries locales générant des emplois.
- Le développement rural nécessitera assurément du temps et de l'attention de la part des décideurs qui étaient auparavant principalement préoccupés par l'agroalimentaire et la production alimentaire.

Les objectifs macroéconomiques du 14^e plan quinquennal risquent également d'avoir des répercussions sur la demande agroalimentaire. En plus d'accroître l'intérêt de la Chine envers des produits agricoles de qualité supérieure, les efforts pour augmenter les revenus, développer la classe moyenne et stimuler la consommation intérieure entrepris dans le cadre de la stratégie de double circulation (voir la section 1), feront progresser la demande dans la chaîne de valeur, vers des habitudes alimentaires plus diversifiées comprenant des aliments plus transformés, plus emballés et plus préparés.

Répercussions sur les entreprises agroalimentaires canadiennes

La Chine demeurera un vaste marché en croissance au chapitre des marchandises agricoles et des produits alimentaires dans un avenir prévisible.

Toutefois, la nature de cette demande est en pleine évolution.

Les entreprises agroalimentaires canadiennes qui peuvent fournir une gamme diversifiée de produits haut de gamme seront avantagées par les changements démographiques, notamment la hausse des revenus, la croissance de la classe moyenne et le vieillissement de la population.

- **Les entreprises de transformation alimentaire**, en particulier celles dont les produits attirent les consommateurs qui cherchent des options plus saines ou plus pratiques, devraient avoir confiance d'accéder au marché chinois et d'y bâtir des partenariats et des circuits de vente.
- **Les produits agricoles canadiens spécialisés et haut de gamme**, comme les fruits et les fruits de mer – en particulier ceux qui semblent avoir des bénéfices pour la santé – continueront d'être offerts sur de vastes marchés en croissance.

En général, la demande de marchandises, y compris les céréales et les graines de base de même que les produits d'élevage, demeurera élevée.

- **Cependant, l'importance accordée par la Chine à la sécurité alimentaire continuera de créer une sensibilité** relativement aux marchandises pour lesquelles le Canada (ou tout autre pays occidental) détient une part dominante du marché d'importation. Les efforts de la Chine pour diversifier les partenaires commerciaux dans ces catégories pourraient entraîner des perturbations commerciales.
- **Ce n'est pas nécessairement une raison pour se détourner des efforts de développement du marché** en Chine, qui demeurera un acheteur important de ces produits auprès des marchés mondiaux dans un avenir prévisible. Dans les catégories où le Canada ne détient pas une immense part du marché, le commerce risque moins d'être perturbé.
- **Les entreprises doivent aborder la Chine comme un important marché parmi d'autres**, gérer les risques et assurer la diversité de leurs propres stratégies de vente.

Les fournisseurs canadiens de technologies et d'intrants agricoles qui conviennent au contexte chinois connaîtront également un marché robuste grâce aux efforts visant à protéger et à améliorer les terres agricoles et à assurer l'efficacité et la rentabilité maximales des exploitations agricoles. Bien que le 14^e plan quinquennal donne un aperçu général d'un programme ambitieux de modernisation du secteur agricole, le Document central n° 1, publié chaque année en janvier, fournira des indications politiques détaillées sur les techniques, les technologies et les produits agricoles à promouvoir en priorité.





La demande de ressources naturelles changera en fonction de la structure industrielle de la Chine

La demande de métaux et d'autres ressources continuera d'augmenter au cours de la période visée par le 14^e plan quinquennal. La demande croissante d'énergie, l'urbanisation accrue et l'expansion des infrastructures dans les régions rurales en seront à l'origine.

Les décideurs souhaitent continuer de s'éloigner de la « croissance à tout prix » aux termes du 14^e plan quinquennal et commencer à mettre l'accent sur la qualité de la croissance plutôt que sur sa quantité ou son rythme. Par conséquent, le plan quinquennal vise à délaisser une structure économique dominée par des industries ayant des répercussions environnementales et consommant beaucoup d'énergie et à progresser dans la chaîne de valeur.

- Cette transition se reflète tout particulièrement dans les secteurs industriel et manufacturier, où le plan quinquennal impose des cibles environnementales strictes et des efforts redoublés pour stimuler l'innovation dans le but de construire des industries plus productives et à forte valeur ajoutée.
- Les risques associés au système financier sont aussi d'une priorité absolue et ont été explicitement liés à la sécurité nationale. La réduction du risque que représentent les dettes des entreprises d'État (SOE) et des collectivités locales pour le système financier est une priorité absolue, qui se traduira probablement par une restructuration parmi les grandes entreprises industrielles d'État.

Le plan quinquennal appelle à l'établissement d'un secteur industriel plus écologique et plus efficace à plusieurs égards. Voici quelques-unes de ces cibles :

- Un effort continu pour réduire la surcapacité industrielle, en particulier dans les secteurs très polluants et à forte

consommation d'énergie, et améliorer l'efficacité par le biais de la consolidation.

- Des efforts visant à entamer une modernisation des systèmes de contrôle de la pollution, à mettre en œuvre des contrôles de capacité stricts dans certains secteurs, et à créer un marché du carbone qui rend l'exploitation des sociétés émettrices de grandes quantités de gaz à effet de serre plus coûteuse.
- Un soutien aux entreprises industrielles capables d'innover et d'améliorer leur offre de produits afin de prioriser des matériaux nouveaux, spécialisés et de grande qualité.

Promouvoir l'innovation et les avancées techniques est une autre priorité essentielle du plan quinquennal, et ce, dans tous les secteurs, mais particulièrement au sein des industries fortement dépendantes des technologies étrangères, et des secteurs en proie à des goulots d'étranglement techniques.

- Le plan vise une croissance des dépenses de 7% dans la recherche et le développement dans tous les secteurs. Dans ceux de l'industrie lourde, de la pétrochimie et dans les autres secteurs à forte consommation de ressources, ces dépenses seront probablement axées sur la réduction de la consommation énergétique et des émissions polluantes.
- Le plan prévoit des allègements fiscaux pour les projets d'innovation, dont certains se sont déjà concrétisés au moment de la rédaction de ce rapport. Si les clients acheteurs de ressources se trouvent dans des secteurs très innovants (en particulier le secteur des nouveaux matériaux hautement prioritaire dans le cadre du 14^e plan quinquennal), cela pourrait augmenter leur pouvoir d'achat à court terme et entraîner des percées capables de transformer les marchés à moyen terme.
- L'expansion de nouvelles infrastructures représente aussi un objectif clé du plan quinquennal. Ces infrastructures comprennent, entre autres, des systèmes de transport intelligents, comme les stations de charge de véhicules électriques, ainsi que des centres de gestion et des processeurs de mégadonnées capables d'entreprendre la recherche sur l'intelligence artificielle.

Les engagements en matière de politique climatique dans le cadre du 14^e plan quinquennal serviront à stimuler la croissance des secteurs de l'énergie renouvelable, de l'énergie nucléaire, du stockage de l'énergie et des véhicules à énergie alternative. Nous traitons plus en détail ces moteurs de changement dans nos sections sur l'énergie (voir la section 6) et sur les technologies propres (voir la section 7) plus bas. L'engagement croissant de la Chine en faveur de la production et de l'utilisation de nouvelles énergies et de l'énergie nucléaire, ainsi que son engagement à faire plafonner ses émissions de carbone avant 2030, devrait générer une demande considérable des ressources sur lesquelles reposent ces secteurs, notamment le cuivre, le nickel, le lithium, le cobalt, l'uranium, l'or et l'argent.

De plus, le 14^e plan quinquennal s'engage à nouveau à un programme de protection de l'environnement qui a conduit les organismes de réglementation à sévir plus sévèrement contre les mines et les fonderies d'État ces dernières années. Ce programme pourrait entraîner :

- une demande accrue de ressources naturelles de qualité supérieure dont le traitement génère moins de pollution;
- une réduction de la production nationale (et potentiellement une augmentation des importations) de certains minéraux et métaux, y compris les terres rares;
- un intérêt à délocaliser un plus grand nombre d'opérations de transformation par rapport aux années précédentes et à importer plus de produits raffinés.

Le 14^e plan quinquennal met l'accent sur la préservation de la sécurité économique, ce qui signifie que la Chine évaluera la fiabilité des sources de ses ressources naturelles importées, tout en veillant à ce que ces sources d'importation demeurent diversifiées et fiables. Ceci conduira probablement à

davantage d'investissements dans les ressources minières étrangères de la part d'entreprises chinoises.

Les répercussions sur les entreprises canadiennes dans le secteur des ressources

L'évolution de l'économie chinoise mène à une transformation de sa demande en ressources naturelles.

- La demande globale de ressources qui composent les éléments constitutifs de l'industrie lourde (comme le minerai de fer et le charbon) et les intrants d'autres secteurs très polluants (comme la pétrochimie) continuera d'augmenter à court terme.
- À la fin de la période de cinq ans, celle-ci devrait se stabiliser et même commencer à diminuer.
- **Les fournisseurs canadiens de ces matériaux devraient tenter de tirer parti de la demande croissante au cours des cinq prochaines années, tout en prévoyant une future baisse de la demande.**

Entre-temps, les producteurs canadiens de ressources qui offrent des avantages environnementaux ou qui contribuent au développement durable sont susceptibles de voir leurs marchés exploser.

- Les avantages environnementaux peuvent inclure les minerais ou autres matières premières qui offrent une réduction des émissions polluantes ou qui ont des exigences de traitement moins consommatrices d'énergie.
- Les éléments constitutifs de l'économie verte, comme le lithium, le cobalt et le nickel, seront en forte demande dans les années à venir, ce qui devrait profiter aux producteurs canadiens.
- La demande d'uranium devrait également augmenter grâce aux efforts de la Chine pour promouvoir l'énergie nucléaire.

La nouvelle campagne en faveur de la sécurité économique aura également des répercussions sur les producteurs de ressources canadiens.

- D'une part, si les tensions bilatérales augmentent, la Chine envisagera les risques associés à sa dépendance à l'égard du Canada pour ses principaux produits de base. Les entreprises canadiennes devraient trouver des moyens de démontrer leur fiabilité en tant que fournisseurs tout en surveillant de près la situation politique et en développant des plans d'urgence.
- D'autre part, les efforts de la Chine pour soutenir les industries essentielles sur le plan national pourraient générer davantage de possibilités dans le secteur des ressources, notamment pour les entreprises qui fournissent des métaux et des minéraux aux secteurs des technologies propres et stratégiques, tout comme à celles qui fournissent de la potasse aux producteurs d'engrais chinois.





Le bouquet énergétique de la Chine doit se décarboniser afin d'atteindre ses objectifs climatiques

Au cours des cinq prochaines années, la politique énergétique de la Chine sera motivée par des efforts visant à atteindre deux objectifs généraux. Le premier consiste à décarboniser progressivement le bouquet énergétique chinois afin de respecter les engagements climatiques de la Chine. Le deuxième consiste à renforcer la sécurité énergétique de la Chine. Des plans quinquennaux plus détaillés pour le secteur de l'énergie sont prévus pour la fin de 2021; ceux-ci devraient être attentivement examinés par les entreprises d'énergie canadiennes. Entre-temps, passons en revue les principaux thèmes concernant le secteur de l'énergie abordés dans le 14^e plan quinquennal.

L'utilisation des énergies renouvelables sera en forte augmentation. En septembre 2020, le président chinois Xi Jinping a annoncé, dans un discours aux Nations Unies, que la Chine s'engageait à faire plafonner ses émissions de carbone avant 2030 et à atteindre sa neutralité carbone avant 2060. Le 14^e plan quinquennal s'appuie sur ces engagements et vise à construire un système énergétique propre, à faible émission de carbone, sûr et hautement efficient. Pour ce faire, le 14^e plan quinquennal vise à réduire de 18% l'intensité des émissions de carbone, une mesure qui représente la quantité d'émissions de CO₂ par unité de PIB, au cours des cinq prochaines années.

Les efforts visant à réduire l'intensité de carbone conduiront à une augmentation substantielle du développement et de la consommation des énergies renouvelables. Le 14^e plan quinquennal prévoit que la consommation d'énergie non fossile représentera environ 20% de la consommation totale d'énergie de la Chine d'ici 2025, contre 15,9% à la fin de 2020. Pour y arriver, le plan encourage un redoublement d'efforts pour :

- Augmenter vigoureusement l'ampleur du développement d'énergie éolienne et solaire centralisée et distribuée
- Accélérer la croissance de l'énergie distribuée dans les régions de l'Est et du Centre
- Accélérer la construction de bases hydroélectriques dans les régions de l'Ouest et du Sud
- Développer l'énergie éolienne en mer de manière ordonnée
- Promouvoir de manière sécuritaire la construction de centrales nucléaires côtières
- Établir un lot de bases hybrides d'énergie propre
- Améliorer les technologies de stockage de l'énergie et la capacité du réseau à absorber les énergies renouvelables

La consommation de charbon augmentera elle aussi, quoique lentement. Dans le cadre du projet de décarbonisation de la Chine, le charbon est le plus grand perdant, et le 14^e plan quinquennal prévoit clairement une diminution du rôle du charbon dans le futur bouquet énergétique de la Chine. Le plan incite les producteurs de charbon à se regrouper dans les régions riches en ressources, ce qui signifie une fermeture à terme des mines de charbon un peu partout dans le pays. Cependant, bien que le plan indique une diminution de la proportion de charbon au sein du bouquet énergétique de la Chine, la consommation réelle de charbon continuera d'augmenter au cours des cinq prochaines années du plan. En effet, le 14^e plan quinquennal n'a fixé aucun plafond de consommation de charbon, bien qu'un plafond puisse encore être inclus plus tard cette année dans le 14^e plan quinquennal sectoriel pour l'énergie. En fait, le plan indique que la capacité installée de production d'électricité au charbon continuera de croître, même si l'ampleur et le rythme des nouvelles capacités seront « contrôlés de manière rationnelle ». Depuis la publication du plan, le président Xi a déclaré que la Chine atteindrait le pic de consommation de charbon, pour ensuite la réduire progressivement, au cours de la prochaine période du plan quinquennal (2026-2030). Cela signifie qu'au cours des cinq prochaines années les décideurs politiques contrôleront de façon stricte la croissance de la consommation de charbon.

La demande de pétrole et de gaz continuera d'augmenter.

Pour ce qui est du pétrole et du gaz, l'orientation politique décrite dans le 14^e plan quinquennal maintient largement le cap. La demande de ces deux ressources va augmenter, car les efforts de décarbonisation en Chine visent à réduire la part du charbon au sein du bouquet énergétique global. Le développement des énergies renouvelables en Chine stimulera également la production de gaz naturel, dont la flexibilité en fait une source d'énergie propice à compléter les énergies renouvelables qui pourraient ne pas être en mesure de répondre à la demande en électricité lorsque le vent ne souffle pas et que le soleil ne brille pas.

La capacité d'énergie nucléaire augmentera. Le 14^e Plan quinquennal vise à augmenter la capacité de production d'énergie nucléaire de la Chine de 48 gigawatts (GW) de fin 2020 à 70 GW d'ici fin 2025.

Les préoccupations en matière de sécurité énergétique incitent à accroître la production nationale et à diversifier l'approvisionnement en importations. Le renforcement de la sécurité énergétique est à la base même des directives globales visant à assurer la sécurité nationale (voir la section 1). Ainsi, pour la première fois, le 14^e plan quinquennal a fixé un plancher de production minimale d'énergie nationale (4,6 tonnes d'équivalent charbon standard). Le plan prévoit également :

- Le maintien d'une production nationale stable et accrue de pétrole brut et de gaz naturel
- Une augmentation des réserves nationales de pétrole, de gaz et de charbon
- Un objectif d'assurer l'autosuffisance pour répondre à la « demande de base de pétrole et de gaz »

Malgré ces efforts, la demande de pétrole et de gaz risque de dépasser la production nationale, et ce, même une fois accrue, ce qui signifie une augmentation des importations de pétrole et de gaz dans les années à venir. Cette réalité est prise en compte dans le 14^e plan quinquennal, qui cherche, par conséquent, à diversifier les sources d'importations de pétrole et de gaz afin que la Chine ne devienne pas trop dépendante d'un seul fournisseur.

Le secteur du pétrole et du gaz en amont est ouvert aux acteurs étrangers. Le 14^e plan quinquennal a réitéré les annonces faites par les décideurs en début de 2020. Ceux-ci déclaraient vouloir assouplir progressivement l'accès au marché de l'exploration et de l'extraction de pétrole et de gaz, afin d'accélérer l'utilisation des ressources non conventionnelles de pétrole et de gaz en haute mer et en couche profonde.

Les répercussions sur les entreprises canadiennes dans le secteur de l'énergie

Les investissements étrangers sont les bienvenus dans les secteurs de l'énergie éolienne et solaire en Chine. Ces secteurs feront face à une croissance rapide au cours des prochaines années et devraient donc offrir des possibilités aux entreprises et aux investisseurs canadiens dans le secteur de l'énergie.

L'augmentation des importations de pétrole et de gaz au cours des cinq prochaines années est une bonne nouvelle pour les producteurs canadiens de pétrole et de gaz. La Chine importe actuellement relativement peu de pétrole et de gaz du Canada. Les entreprises canadiennes pourraient donc bénéficier des efforts de la Chine à diversifier ses sources d'approvisionnement. Toutefois, des tensions accrues dans les relations sino-canadiennes pourraient décourager les importations chinoises de pétrole et de gaz canadiens. Les entreprises canadiennes devraient surveiller de près l'évolution de la situation et chercher à démontrer leur fiabilité en tant que fournisseurs. De manière plus générale, même si les compagnies pétrolières et gazières canadiennes ne vendent pas directement leurs ressources en Chine, l'augmentation de la demande chinoise aura toutefois un impact positif sur le cours mondial du pétrole et du gaz.

Le désir de la Chine d'accroître sa production nationale de pétrole et de gaz, combiné à la réitération de la promesse d'ouvrir l'exploration et la production en amont aux entreprises étrangères, pourrait créer des débouchés pour les compagnies pétrolières et gazières canadiennes. Cependant, les dernières réserves de pétrole et de gaz inexploitées en Chine sont toutes difficiles d'accès et représentent probablement une valeur commerciale limitée.





Le secteur des technologies propres prospérera grâce à l'importance accrue accordée à la durabilité de l'environnement

Autrefois considérée comme une facette de l'économie qu'il était « bon d'avoir », la protection de l'environnement est désormais considérée comme une composante essentielle de l'élaboration d'une politique économique plus large.

- Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, le président Xi a priorisé les efforts visant à intégrer les incidences environnementales dans la planification du développement afin de résoudre les problèmes urgents de pollution nationale.
- Ces efforts ont porté leurs fruits au niveau national et le grand public profite d'un ciel plus bleu et d'eaux plus propres, la réputation du parti s'en trouvant renforcée.
- Ces efforts sont également au centre d'une vision de « développement de haute qualité », au détriment d'un modèle de croissance économique à forte consommation d'énergie et de ressources.
- Aujourd'hui, le président Xi vise encore plus haut; il cherche à faire de la Chine un chef de file mondial en matière de durabilité.

Par conséquent, les enjeux environnementaux sont au cœur du 14^e plan quinquennal. L'objectif du 14^e plan quinquennal est d'aider la Chine à atteindre le pic d'émissions de carbone avant 2030, son objectif climatique à moyen terme le plus ambitieux à ce jour. Cet objectif comprend :

- Un engagement à réduire de 18% l'intensité des émissions de carbone de l'économie nationale
- Un appel à améliorer la technologie de stockage de l'énergie et la capacité d'absorption du réseau pour les énergies renouvelables
- Un langage fort et des objectifs exigeants, bien que qualitatifs, concernant la protection des écosystèmes et l'assainissement de l'environnement
- Des plans visant à moderniser les installations industrielles et, de façon plus générale, à améliorer le positionnement des industries dans la chaîne de valeur

Ensemble, ces approches et efforts favoriseront un développement vigoureux du secteur des technologies propres au cours des années à venir.

Les projets de protection de l'environnement et de restauration écologique figurent en bonne place dans le plan quinquennal. En particulier, l'accent est mis sur la prévention de la pollution et l'assainissement des sols, un effort qui a pris de l'ampleur après l'adoption de la Loi sur le contrôle et la prévention de la pollution des sols, en vigueur depuis novembre 2020. Le 14^e plan quinquennal exige également :

- Un redoublement des efforts pour remédier à la contamination des terres agricoles et des terrains de construction
- Une mise en œuvre de solutions techniques pour atténuer les risques écologiques supplémentaires qui touchent les secteurs de l'eau et des sols

Les efforts de restauration et de lutte contre la pollution sont eux aussi mis de l'avant grâce à la priorité croissante accordée à la sécurité alimentaire, reconnue maintenant comme un aspect fondamental de la sécurité nationale.

- Le 14^e plan quinquennal comprend le premier objectif quantitatif lié à la sécurité alimentaire.
- La protection contre la contamination des zones restreintes de terres arables et d'eau douce en Chine, ainsi que leur expansion sont des aspects essentiels de la politique de sécurité alimentaire.

Le plan quinquennal incite également les installations industrielles à opter pour des opérations plus propres et à améliorer leur positionnement dans la chaîne de valeur. Ces changements impliquent d'importants investissements dans le secteur des technologies propres afin de réduire les émissions de divers polluants et une trop grande consommation de ressources.

Plus fondamentalement encore, la modernisation de la production est de plus en plus abordée dans une perspective d'avantage économique, notamment en rendant les industries chinoises plus compétitives à l'échelle mondiale et en réduisant le coût des intrants.

- Les secteurs de l'acier, de la pétrochimie et des matériaux de construction feront particulièrement l'objet d'un examen environnemental réglementaire supplémentaire dans le cadre du plan quinquennal.
- Les efforts visant à contrôler les émissions de composés organiques volatils (en particulier dans les secteurs de la chimie et de la pétrochimie, des revêtements, des produits pharmaceutiques, des emballages et de l'imprimerie) sont également placés en tête des priorités.
- Les industries qui respectent et mettent en œuvre des améliorations écologiques bénéficieront d'incitatifs fiscaux et de politiques de financement durable.

Les répercussions sur les entreprises canadiennes

Les possibilités pour les entreprises de technologies propres présentes sur le marché chinois ne font que croître. La demande pour des technologies propres augmentera à mesure que les organismes de réglementation traduiront les directives du plan quinquennal en nouvelles réglementations et normes. Les entreprises canadiennes ayant la capacité de soutenir la modernisation industrielle, y compris la réduction des émissions de polluants et l'amélioration de l'efficacité en termes d'utilisation des ressources, seront bien positionnées pour tirer parti de l'explosion des investissements écologiques au cours des cinq prochaines années.

Le plan quinquennal demande directement aux sociétés privées de jouer un rôle prépondérant dans la protection et la restauration écologiques, ouvrant ainsi davantage la porte aux entreprises canadiennes. Les entreprises canadiennes sont susceptibles d'être les témoins de l'émergence de solutions d'assainissement des sols et devraient prendre note des différents projets d'assainissement des sols et de contrôle des sources de pollution prévus pour la période du 14^e plan quinquennal. Une participation active de la part des entreprises canadiennes de premier plan au sein de ces projets de démonstration aurait décidément un impact positif tant sur la réputation que sur le plan économique pour le secteur canadien des technologies propres. Les entreprises canadiennes pourraient aussi envisager de fournir des technologies et du savoir-faire aux grandes entreprises chinoises de ce secteur et ainsi tirer parti de leur réseau.

Les politiques de soutien financier, y compris les incitatifs fiscaux et le financement écologique, sont susceptibles de jouer un rôle majeur et déterminant au niveau de la demande et de la rentabilité de certaines technologies. Les entreprises canadiennes du secteur des technologies propres devraient examiner les types particuliers d'équipement de protection de l'environnement et de conservation de l'eau et de l'énergie qui sont admissibles aux crédits d'impôt sur les sociétés afin de mieux comprendre les possibilités offertes sur le marché et de planifier des stratégies commerciales.





La Chine est à l'avant-garde d'une nouvelle approche de la politique des données

Le 14^e plan quinquennal marque un changement évolutif fascinant dans la réflexion macroéconomique de la Chine sur la politique des données. Selon le plan quinquennal, Pékin considère que les données sont une ressource économique essentielle et que leur circulation fluide et sûre entre les individus, les entreprises, les organismes gouvernementaux et les nations est vitale pour la croissance de l'économie numérique chinoise. Selon ce nouveau raisonnement de haut niveau, toutes les politiques en matière de données (y compris les politiques relatives à la confidentialité, au transfert transfrontalier et à l'infrastructure des données, et à la cybersécurité) seront finalement abordées dans une perspective économique. Ce développement important aura des conséquences pour les entreprises exerçant des activités en Chine. Nous décrivons brièvement ce développement ci-dessous.

Les données sont maintenant considérées comme un facteur économique essentiel. En avril 2020, le Conseil d'État de la Chine a publié un « guide d'opinions » sur l'amélioration des mécanismes d'allocation des facteurs de production basés sur le marché. Le document s'est démarqué en raison de sa désignation officielle du concept de « données » en tant que « facteur de production », l'un des principaux éléments de création de valeur dans l'économie, aux côtés des facteurs traditionnels de production comme la terre, le travail, le capital et la technologie. Le but de cette politique était de mettre l'accent sur l'importance croissante des données au sein de l'économie numérique et de l'économie en général, mais aussi de mettre en évidence le contraste marqué entre les marchés de la terre, du travail, du capital et de la technologie parfaitement réglementés, relativement stables et raisonnablement matures, et un marché des données mal réglementé, imprévisible et immature. L'objectif fondamental de ce guide d'opinions était de mettre en évidence le fait que les dirigeants chinois considèrent les données comme essentielles à la croissance économique future de leur pays qui devrait donc agir rapidement pour résoudre les problèmes en suspens concernant le marché des données afin que le potentiel de cette ressource essentielle puisse être exploité. Un an après la publication de cette politique, le 14^e plan quinquennal inscrivait l'implantation d'un « marché des facteurs de données » sur sa liste d'objectifs stratégiques fondamentaux.

Les dirigeants chinois ont identifié plusieurs obstacles qui empêchent le développement d'un marché des données. Ceux-ci incluent:

1. **Les données sont mal comprises et mal catégorisées:** Il existe peu de catégories juridiques et techniques claires pour les données, ce qui rend difficile le ciblage des données en vue d'une réglementation spéciale, ainsi que la normalisation de la structure des données critiques pour une meilleure interopérabilité.
2. **La Chine n'a pas légalement défini une classe d'actifs pour les données ni précisé la réglementation en matière de propriété des données.**
3. **Il est difficile de donner une valeur monétaire aux données:** Il n'existe pas de méthode standard ou communément acceptée pour estimer la valeur des données. Les prix des transactions de données varient donc grandement.
4. **Les procédures de comptabilité et de suivi des données en tant qu'actifs n'ont pas été renforcées.**
5. **La qualité des données est difficile à assurer:** Les normes de qualité concernant les données sont sous-développées.
6. **L'origine des données est difficile à vérifier:** Les technologies, comme la chaîne de blocs, qui permettraient aux acheteurs de données de vérifier l'origine et la légalité des données qu'ils achètent et traitent, n'en sont encore qu'à leurs débuts.
7. **Les entreprises ne savent pas quoi faire avec leurs données:** Il n'y a pas assez de modèles d'affaires et de cas d'utilisation clairs qui démontrent comment tirer profit des actifs de données.
8. **Les ressources de données critiques sont dominées ou monopolisées par les organismes gouvernementaux et les grandes entreprises technologiques.**

À partir des cinq prochaines années, la Chine compte poursuivre une stratégie en trois volets pour résoudre ces problèmes et construire son marché des données. Cette stratégie comprend :

1. **Des initiatives gouvernementales de données ouvertes:** Les organismes gouvernementaux traitent la majeure partie des données, soit environ 80% des données nationales totales. La politique au niveau national exige de plus en plus que les organismes gouvernementaux rendent publiques les données administratives non sensibles, afin de former un certain « inventaire de départ » pour le marché des données.
2. **Le développement de l'utilisation commerciale:** La Chine va stimuler la croissance de nouveaux secteurs axés sur les données, et elle soutiendra la construction de scénarios normalisés de développement et d'utilisation des données dans l'agriculture, l'industrie, les transports, l'éducation, la sécurité et la gestion urbaine. Plus particulièrement, l'accent sera mis sur les manières dont ces secteurs sont capables d'exploiter les données dans les domaines de l'intelligence artificielle, des appareils portables, des véhicules connectés à Internet et de l'Internet des objets (IdO).
3. **Le soutien de politiques:** La Chine compte mettre en place un régime juridique solide afin de gérer la gouvernance des données. Les enjeux les plus urgents et les plus essentiels concernent la classification des données et la réglementation concernant la propriété légale des données. Les données personnelles, financières, relatives à la santé, industrielles, de type machine à machine, gouvernementales, ainsi que de nombreux autres types de données doivent être classées légalement et techniquement dans des rubriques claires avant que des réglementations puissent être élaborées pour cibler ces types de données. Les classes d'actifs doivent également être établies pour que la valeur des données puisse être déterminée avec précision. Des politiques supplémentaires, telles que celles relatives à la protection de la vie privée, à la sécurité et à la qualité, seront élaborées simultanément.

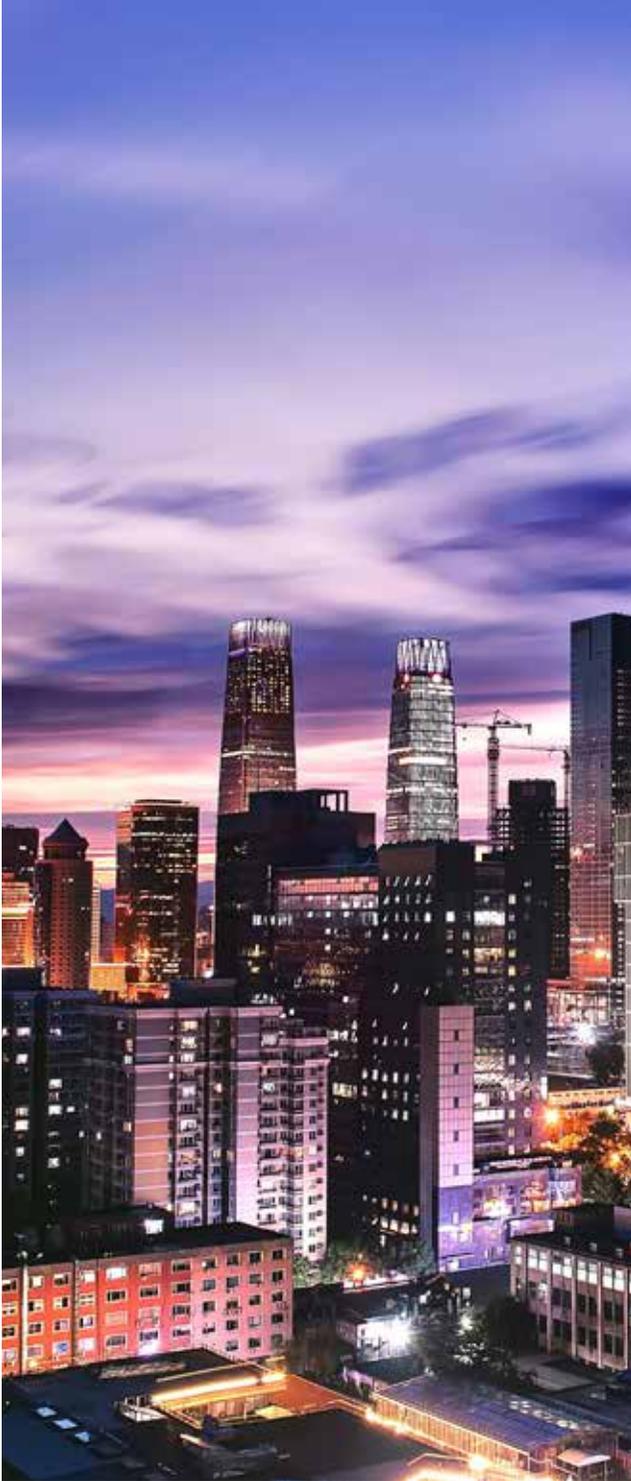
Les répercussions sur les entreprises canadiennes

La réglementation des données se développera. La Chine va rapidement déployer une série de politiques, de lois et de normes visant à propulser le marché des données vers une plus grande maturité et une plus grande prévisibilité. Cette réglementation implique de redoubler d'efforts quant à l'application des politiques et des lois nationales en matière de données, telles que la loi sur la cybersécurité, mais aussi d'accélérer le processus de publication de la Loi sur la sécurité des données et de la Loi sur la protection des renseignements personnels, qui sont en cours d'élaboration. En outre, de nombreux secteurs, notamment la finance, la santé et de la fabrication de pointe, peuvent s'attendre à ce que les organismes de réglementation de l'industrie élaborent une série de normes et de réglementations relatives aux données basées sur les types de données spécifiques à ces secteurs.

La Chine est sur le point de devenir un chef de file mondial dans le développement de modèles commerciaux axés sur les données. La Chine prévoit de consacrer des ressources considérables pour soutenir le développement d'analyses de rentabilité uniques pour la capitalisation des données. Les entreprises spécifiquement impliquées dans l'achat, la vente, la collecte et le traitement des données devraient surveiller les nouveaux marchés et modèles d'affaires novateurs qui font leur apparition en Chine.

La Chine cherchera à faciliter le commerce des données. Les interactions entre la réglementation, la technologie et le marché sont compliquées. La Chine renouvellera ses efforts pour mettre en place des projets pilotes, comme des plateformes expérimentales d'échange de données, où les organismes de réglementation peuvent tester l'efficacité de diverses approches de catégorisation des données, de réglementations sur la confidentialité des données et de création de nouveaux modèles d'affaires. Les entreprises canadiennes qui disposent de ressources considérables de données non sensibles axées sur la capitalisation devraient envisager la possibilité de participer à de tels projets pilotes. Les participants auront une occasion rare de nouer des liens avec le gouvernement, d'avoir une idée de l'état du marché chinois des données vu de l'intérieur et de contribuer à la création du régime chinois de politique des données.





CONCLUSION

L'importance de se tenir informé

En Chine, la politique gouvernementale détermine les résultats du marché. Ainsi, les entreprises étrangères réalisent-elles de meilleurs résultats en Chine lorsqu'elles en connaissent et comprennent les trajectoires politiques, et qu'elles développent leurs stratégies commerciales en conséquence. Au cours des cinq prochaines années, l'économie chinoise devrait subir une série de profondes transformations, le 14^e plan quinquennal servant de feuille de route. L'analyse du plan révèle quatre tendances clés que les entreprises étrangères devront prendre en compte pour tenter d'optimiser leurs opérations en fonction de l'environnement politique de la Chine. Les entreprises canadiennes capables de s'adapter à ces tendances sortiront gagnantes de la prochaine étape du développement de la Chine.

- **La qualité plutôt que la quantité:** La Chine prend un tournant décisif et se distancie du modèle de croissance rapide à qualité inférieure qu'elle a adopté durant les précédentes décennies. Elle se tourne maintenant vers un modèle de croissance plus durable et plus mesuré, axé sur l'amélioration de la position de son économie dans la chaîne de valeur. Plus précisément, on peut constater une volonté à prioriser des services financiers plus professionnels, un accent mis sur la protection de l'environnement, ainsi que des efforts visant à améliorer la compétitivité mondiale des entreprises chinoises et à construire une industrie nationale à la hauteur des normes internationales. Les entreprises canadiennes bénéficiant de connaissances sur les meilleures pratiques mondiales et d'une expérience approfondie des marchés développés sont bien placées pour s'adapter à ces changements et en tirer profit. De même, les entreprises canadiennes qui peuvent répondre à la demande de produits de meilleure qualité, aider à la modernisation industrielle et à la protection de l'environnement, tout en contribuant au développement de technologies essentielles, bénéficieront de nombreuses possibilités dans les années à venir. En même temps, les entreprises canadiennes devraient se préparer à faire face à l'émergence de nouveaux concurrents chinois novateurs, tant en Chine qu'à l'étranger.
- **Une résilience renforcée:** Les dirigeants chinois considèrent la sécurité économique comme un aspect

essentiel de la sécurité nationale. À ce titre, Pékin cherche à sécuriser ses chaînes d'approvisionnement et à réduire sa dépendance envers les pays étrangers pour les intrants économiques essentiels. Le 14^e plan quinquennal vise à renforcer la capacité technologique de la Chine en améliorant les capacités de fabrication des technologies de base, en renforçant la recherche et le développement et en améliorant ses performances dans le domaine de la science de pointe. Tout au long du 14^e plan quinquennal, les responsables politiques s'efforceront également d'améliorer l'approvisionnement national en nourriture et en énergie. Toutefois, pour de nombreuses technologies, cultures et sources d'énergie, la Chine restera tributaire des importations. Dans ces cas-là, les planificateurs économiques chercheront à diversifier leurs sources de matériaux essentiels auprès d'un plus large éventail de partenaires commerciaux. Les entreprises canadiennes à même d'aider la Chine à accroître sa production nationale et ses capacités de recherche, ainsi que celles qui pourront fournir des intrants économiques clés, seront chaleureusement accueillies. Il convient toutefois de rappeler que l'objectif final de la Chine est de devenir plus autosuffisante. Par conséquent, même si les entreprises étrangères ont maintenant l'occasion d'offrir à court terme des intrants et des savoir-faire clés, ces possibilités pourraient diminuer au fil du temps.

- **Une plus grande ouverture:** Pékin considère les entreprises et les capitaux étrangers comme des éléments essentiels à la prospérité de ses efforts pour améliorer l'économie. Les entreprises étrangères bénéficieront graduellement de plus de liberté à mesure que les responsables politiques leur permettront progressivement d'investir plus facilement en Chine, en particulier dans les secteurs de la finance, des services et de la haute technologie. L'amélioration de l'environnement commercial offrira plus de certitude aux entreprises étrangères en ce qui concerne la protection de leurs droits fondamentaux au sein du marché chinois. En général, les entreprises canadiennes peuvent s'attendre à un terrain de jeu plus uniforme vis-à-vis de leurs concurrentes chinoises en raison d'une application plus impartiale et plus efficace des lois et des règlements. Parallèlement, à mesure que l'application des régimes juridiques et réglementaires s'améliorera, les entreprises canadiennes devraient se préparer à accepter des coûts de conformité plus élevés que les années précédentes.
- **Des défis géopolitiques croissants:** Le 14^e plan quinquennal indique que la Chine continuera à jouer un rôle plus affirmé dans les affaires mondiales. Le pays continuera également à poursuivre des politiques nationales qui contreviennent aux notions occidentales de droits de l'homme. Cela signifie que les tensions entre la Chine et une grande partie du monde occidental risquent d'augmenter dans les années à venir. Au centre de ces tensions grandissantes, Pékin cherche activement à assurer sa sécurité économique, à renforcer sa position sur les questions liées à sa souveraineté et à riposter aux sanctions étrangères. Par conséquent, les entreprises et les investisseurs canadiens feront l'objet d'une surveillance plus rigoureuse à mesure que Pékin mettra en place des outils pour s'assurer que l'activité des entreprises étrangères est pleinement conforme aux impératifs de sécurité nationale. Les entreprises canadiennes qui exercent leurs activités et vendent en Chine devront être vigilantes pour éviter de se retrouver au centre de tensions causées par des conflits diplomatiques ou économiques potentiels entre la Chine et l'Occident. De même, alors que les passions populaires sur des sujets politiquement sensibles s'exacerbent, les entreprises canadiennes doivent à la fois prendre garde de ne pas se mettre à dos un public chinois de plus en plus nationaliste et de faire face à la censure dans leur propre pays pour avoir exercé des activités ou vendu au sein d'une Chine qui est de plus en plus mal vue.

Un début, pas une fin

La politique chinoise est en constante évolution. Le 14^e plan quinquennal national n'est que le premier et le plus général des plans économiques que Pékin produira au cours de l'année à venir. Au cours de 2021 et au début de 2022, le gouvernement publiera des dizaines d'autres plans quinquennaux plus spécifiquement reliés à certains secteurs ou enjeux, y compris l'énergie, la protection de l'environnement, les sciences et la technologie, les ressources, l'agriculture et beaucoup d'autres. Les détails de ces plans sont encore en cours d'élaboration par les ministères concernés; une fois achevés, ils présenteront les politiques de manière très détaillée et fourniront ainsi une image beaucoup plus complète de la façon dont le gouvernement envisage de développer certains segments de l'économie. En étudiant ces plans quinquennaux complémentaires, les entreprises canadiennes pourront obtenir une image beaucoup plus claire de la manière dont elles pourront s'aligner sur des objectifs politiques importants et en tirer profit.

Prenons des mesures concrètes

Les entreprises canadiennes exerçant des activités en Chine peuvent se positionner pour tirer parti de la trajectoire politique de Pékin en prenant les mesures suivantes :

- Étudier attentivement le 14^e plan quinquennal pour déterminer ce que ses tendances politiques impliquent pour leurs secteurs et marchés respectifs. Les entreprises canadiennes devraient ensuite revoir leurs stratégies en Chine pour décider comment se positionner pour tirer pleinement avantage des courants politiques émergents tout en minimisant les risques.
- Ajuster les stratégies de communication, de marque et de relations gouvernementales pour refléter les priorités du 14^e plan quinquennal. Les responsables chinois sont probablement désireux d'entamer des dialogues avec des entreprises qui peuvent apporter leurs connaissances et leur expertise dans des volets concernant les mandats du 14^e plan quinquennal. Cette ouverture au dialogue pourrait, à son tour, permettre aux entreprises canadiennes d'influencer positivement le débat sur les politiques et le contexte





d'exploitation. Le cas échéant, les entreprises canadiennes devraient s'efforcer de comprendre qui sont les principaux intervenants dans leur secteur d'activité et élaborer des plans de communication à l'intention de ces fonctionnaires et d'autres membres clés.

- Être conscientes des risques liés à l'augmentation des tensions géopolitiques et à la nouvelle direction politique prise par Pékin vis-à-vis de la sécurité nationale. Les entreprises canadiennes devraient effectuer des vérifications internes pour identifier leurs vulnérabilités et élaborer des plans d'urgence efficaces pour atténuer les risques et les dommages à leur réputation.
- Suivre les annonces et l'évolution des politiques des ministères, des services et des organisations professionnelles concernés (y compris les plans quinquennaux complémentaires) afin de se maintenir informées des changements de réglementation et de marché. Les entreprises canadiennes devraient s'assurer qu'elles disposent de systèmes solides pour suivre les annonces importantes, les mises en place de politiques et les commentaires des principaux responsables.

En résumé

L'économie de la Chine est en train de changer radicalement. À certains égards, les perspectives pour les entreprises canadiennes n'ont jamais été plus favorables. Des libéralisations de grande envergure sont établies pour permettre aux entreprises canadiennes de rivaliser sur un terrain plus équitable avec leurs homologues chinoises dans un éventail de secteurs toujours plus large. De même, l'accent mis par Pékin sur l'amélioration des services financiers, l'écologisation de l'économie et la modernisation industrielle offre de nouvelles possibilités intéressantes aux entreprises étrangères. À d'autres égards, cependant, les préoccupations croissantes en matière de sécurité nationale et le paysage géopolitique volatil signifient également une augmentation des risques. Les entreprises canadiennes devront prendre des précautions supplémentaires pour éviter d'enfreindre des régimes de sécurité nationale resserrés et pour gagner un certain niveau de confort face au degré plus élevé de surveillance gouvernementale. Le 14^e plan quinquennal est un document indispensable pour comprendre les principales tendances qui façonneront l'économie chinoise à court et moyen terme. Pour réussir en Chine, les entreprises canadiennes devront bien saisir les possibilités et les défis que présentent les nouvelles orientations politiques énoncées dans le 14^e plan quinquennal et élaborer leurs stratégies en conséquence.



Canada China Business Council
Conseil d'affaires Canada-Chine
加中贸易理事会

